

Adhésion à l'Otan : la course de lenteur

Une cérémonie était prévue ce mardi à Bruxelles pour hisser le drapeau suédois. Elle a été annulée en catastrophe la semaine dernière.

ANNE ROVAN @AnneRovan
CORRESPONDANTE A BRUXELLES

EUROPE Les ministres des Affaires étrangères de l'Otan se réunissent ce mardi à Bruxelles, au siège de l'Alliance. L'ordre du jour est très chargé : la situation en Ukraine, où les infrastructures critiques sont visées par d'intenses bombardements russes, l'instrumentalisation de la migration par la Russie aux frontières de la Finlande, la préparation du sommet de Washington de juillet 2024, qui célébrera les 75 ans du traité de l'Atlantique Nord, le dossier des Balkans occidentaux, la guerre au Proche-Orient, les relations avec la Chine, etc. « Nous reaffirmerons notre soutien à l'Ukraine », a déclaré lundi le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg. Le secrétaire général estime que l'Otan a tenu ses engagements, jusqu'à nommer récemment un coordinateur pour soutenir la Turquie dans sa lutte contre... le terrorisme.

La Suède, naguère neutre, est formellement candidate depuis mai 2022. Son adhésion est un gage de profondeur stratégique accrue pour l'Alliance et une garantie supplémentaire pour la Finlande et les Baltes face à la Russie. « Que cela prenne un an, ce n'est pas aberrant. Quand on est à 18 mois, cela devient un sujet politique », estime Camille Grand, spécialiste de questions de sécurité et de défense au sein de l'European Council on Foreign Relations. La patience commence à s'éousser sérieusement parmi les alliés. « Le 10 juillet à Vilnius, les Turcs s'étaient engagés à transmettre la loi de ratification au Parlement et à faciliter son travail. Le texte n'a été transmis que fin octobre. On espérait un vote en commission parlementaire. Il a été renvoyé aux calendriers grecques. Il n'y a pas de calendrier sur lequel on puisse compter. C'est un manque à gagner politique vis-à-vis de la Russie et un manque à gagner en termes de dissuasion et de défense », confie un diplomate. « Si le texte n'est pas adopté par la commission des affaires étrangères turque cette semaine, ce sera un vrai problème », dit un autre. Marc Pierini, ancien ambassadeur de l'UE en Turquie et



Le premier ministre hongrois Viktor Orban et le président turc Recep Tayyip Erdogan lors du sommet de l'Organisation des États turques (OTS), le 2 novembre à Astana, au Kazakhstan.

Le premier ministre hongrois Viktor Orban et le président turc Recep Tayyip Erdogan lors du sommet de l'Organisation des États turques (OTS), le 2 novembre à Astana, au Kazakhstan.

MURAT CETIN/MUHURDAR/PP/O VIA REUTERS

Le premier ministre hongrois Viktor Orban et le président turc Recep Tayyip Erdogan lors du sommet de l'Organisation des États turques (OTS), le 2 novembre à Astana, au Kazakhstan.

encore moins depuis que le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a soutenu le Hamas contre Israël. « Comment un président américain s'appretant à annoncer sa candidature pour un second mandat irait faire un cadeau politiquement important à un dirigeant qui vient de dire que le Hamas n'est pas une organisation terroriste mais une organisation de libération ? », s'interroge Marc Pierini. Si les critiques se concentrent sur l'allié turc, les inquiétudes grandissent sur la Hongrie. Le premier ministre Viktor Orban, proche de Vladimir Poutine, répète depuis des mois que Budapest ne sera pas le dernier pays à ratifier l'adhésion de la Suède. Si ce n'est qu'à force de traîner les pieds, il permet aussi à Ankara d'en faire autant. Viktor Orban semble aussi vouloir torpiller le soutien à

« Je compte sur la Turquie et la Hongrie pour achever leurs ratifications dans les plus brefs délais. Le temps est venu »

DÉCLARATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OTAN, JENS STOLTENBERG, LE 21 NOVEMBRE

l'Ukraine. Il a adressé mi-novembre une lettre au président du Conseil européen, Charles Michel, dans laquelle il questionne toutes les dimensions du soutien de l'UE à Kiev : les appuis financiers et militaires, les sanctions contre la Russie, l'élargissement de l'UE à l'Ukraine, etc. Alors que les Européens envisageaient d'aller de l'avant lors du sommet de décembre, Orban juge qu'« aucune décision clé » ne peut être prise sans une discussion « stratégique » préalable. « Pour le moment, souligne un diplomate, la Hongrie ne bloque rien. Mais Viktor Orban joue le retour de Donald Trump. »

Le président turc, Erdogan, n'entend pas encore clore ses marchandages

ANNE ANDLAUER
ISTANBUL

QUAND ils annonçaient, au printemps 2022, ne pas être pressés d'ouvrir les portes de l'Otan à la Suède, les officiels turcs n'exagéraient pas. Bientôt un an et demi après avoir consenti à inviter officiellement le pays nordique (et son voisin finlandais) dans l'Alliance atlantique, presque cinq mois après avoir accepté de transmettre le protocole d'adhésion de la Suède au Parlement turc, Recep Tayyip Erdogan semble toujours aussi pressé d'attendre. Entretemps, la Turquie a ratifié l'adhésion de la Finlande, à laquelle elle opposait moins d'exigences, mais aussi pour prouver qu'elle n'est pas hostile, par principe, à l'élargissement de l'Otan.

Certes, les choses avancent. Les députés turcs ont reçu, fin octobre, le protocole d'adhésion de la Suède. La commission des affaires étrangères s'en est saisie le 16 novembre, première étape avant l'arrivée du texte en session plénière pour ratification. Mais à peine entamés, les débats ont été reportés à une date non précisée, des élus du parti au pouvoir et de l'opposition ayant souhaité des « éclaircissements » sur les engagements pris par Stockholm. L'examen en commission pourrait reprendre cette semaine, mais Ankara a prévenu ses alliés : il serait vain d'espérer une ratification pendant la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays de l'Otan, ces lundi et mardi.

Pour justifier ce 6^{ème} retard, le président de la commission des affaires étrangères du Parlement turc, Fuat Oktay, a estimé que la Suède n'avait pas dissipé toutes les « inquiétudes » en matière de sécurité. Invariablement, Ankara accuse

Stockholm d'abriter des individus que la Turquie traite de « terroristes ». En l'occurrence, des membres présumés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et des sympathisants du prédicateur Fethullah Gülen associés à la tentative de coup d'État de juillet 2016. Reconnaissons des avancées législatives de la Suède, Fuat Oktay - il occupait jusqu'à récemment le poste de vice-président de la République - s'est dit déçu par leur mise en pratique. « La propagande (terroriste) continue, le financement aussi, même s'il a diminué, et nous voyons des drapeaux du PKK dans les rues, des attaques blasphématoires », a-t-il énuméré, en référence aux autodafés du Coran en place publi-

« C'est le président Erdogan et lui seul qui déterminera le moment opportun pour ratifier l'élargissement de l'Otan »

SINAN ULGEN, ANCIEN DIPLOMATE TURC, DIRECTEUR DU THINK TANK EDAM

en Suède. Avant d'interrompre ces travaux, la commission parlementaire a pris acte de l'extradition par ce pays d'un seul individu parmi les 69 réclamés par la Turquie (dont 32 pour terrorisme). Depuis le début, il est cependant clair que la partition ne se joue pas à quatre mains (entre Stockholm et Ankara), mais avec la participation également des États-Unis. Ankara négocie avec Washington l'achat de 40 chasseurs F-16 et de dizaines de kits de modernisation, un contrat estimé à 20 milliards de dollars qui requiert le feu vert du Congrès américain. Après avoir longtemps nié, puis s'être offusqué publique-

ment d'un tel marchandage (jusqu'à accuser Washington de l'imposer à son pays), Tayyip Erdoğan l'a finalement repris à son compte. « Si les États-Unis, NDLR, tiennent leurs promesses, notre Parlement tiendra les siennes », a déclaré le président turc fin septembre.

Lors du sommet de l'Otan à Vilnius, en juillet, les deux pays se sont pourtant mis d'accord pour avancer en parallèle : « Une fois que la Turquie aura ratifié, le Département d'État américain fera une communication officielle au Congrès pour la vente des F-16 », rappelle Sinan Ülgen, directeur du Centre d'études économiques et de politique étrangère (Edam), selon lequel le dossier des avions F-16 est en réalité « le plus simple, le plus concret en termes de conditions », ou, du moins, celui qui « comporte le vaste de certitudes ».

Quant au vaste champ des incertitudes, cet ancien diplomate turc le résume ainsi : « C'est le président Erdogan et lui seul qui déterminera le moment opportun pour ratifier l'élargissement de l'Otan, selon sa propre définition du moment opportun pour la Turquie. » Dans cette définition, les attentes supplémentaires à l'égard de la Suède et le test de confiance entre Ankara et Washington ne sont pas seuls à entrer en ligne de jeu. « Par exemple, la Turquie souhaiterait forcer l'Union européenne à faire une ouverture en sa direction en décembre (lors du Conseil européen, NDLR) », note Sinan Ülgen, qui cite aussi des initiatives liées à la politique étrangère turque en Ukraine et en Syrie. Dans une approche purement transactionnelle des relations avec ses alliés, Recep Tayyip Erdoğan attend donc « le moment le plus profitable pour abattre cette carte stratégique qui n'est jouable qu'une seule fois ».



Orban n'a cessé au cours des dernières années de servir les intérêts stratégiques de Poutine et l'épisode suédois en est une nouvelle illustration

DANIEL HEGEDÜS, POLITOLOGUE HONGROIS

Le Hongrois Orban joue sa partition solitaire

ALBERT KORNÉL
BUDAPEST

LA FINLANDE a dû patienter de longs mois avant que le Parlement hongrois ne daigne ratifier son adhésion à l'Otan. La Suède, qui a déposé sa demande officielle en même temps que les Finlandais, le 18 mai 2022, patiente toujours, et avec la Turquie, la Hongrie se plaît à jouer avec les nerfs de ses alliés qui ont, eux, donné le feu vert il y a déjà plus d'un an. « On a franchement beaucoup de mal à comprendre ce qui pousse Budapest à agir ainsi, ce qui leur cause énormément de tort auprès de leurs partenaires européens », commente un diplomate français.

Agir au service de Poutine ? La doctrine « La Hongrie d'abord », adaptée du « America First » de Donald Trump, a pris la forme d'un alignement croissant sur les positions diplomatiques du Kremlin, jusqu'à jeter la suspicion dans les rangs de l'Otan sur la loyauté de Budapest. « Orban n'a cessé au cours des dernières années de servir les intérêts stratégiques de Poutine et l'épisode suédois en est une nouvelle illustration », estime le politologue Daniel Hegedüs. Selon lui en effet, « Orban en fait un instrument de chantage pour accéder aux fonds européens, et en second lieu pour affaiblir la position géopolitique de l'Ukraine et sa capacité à se défendre contre la Russie, tout comme il avait utilisé le veto hongrois à l'UE contre l'aide financière à l'Ukraine ».

La théorie ne fait pas l'unanimité et la présidente de la République, Katalin Novak, qui porte la casquette du gentil fils dans son duo avec Viktor Orban, dément formellement que la Hongrie ralentisse l'élargissement de l'orga-

nisation militaire dans le but de servir les intérêts du Kremlin. « Je peux vous assurer qu'il ne peut et ne doit y avoir aucune relation entre la Hongrie et la Russie, qui porterait atteinte à notre engagement envers nos alliés, qu'il s'agisse de l'Otan ou de l'Union européenne », a-t-elle assuré lors de sa rencontre avec le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, le 8 novembre.

« Conflit diplomatique bilatéral avec Kiev »

Budapest préfère avancer une autre explication, moins embarrassante, mais aussi moins convaincante, du fait de l'hégémonie totale d'Orban sur le Parlement. « L'attitude hostile depuis des années » de Stockholm, selon les mots de son porte-parole, aurait semé la dissension dans les rangs du Fidesz dans l'hémicycle et donc ralenti le processus de ratification.

La minorité hongroise en Ukraine est une autre inconnue dans l'équation. Budapest cherche à impliquer l'Otan dans son conflit diplomatique bilatéral avec Kiev et attend qu'elle presse l'Ukraine de rétablir les droits linguistiques de ses minorités. « J'ai soulevé la question des droits des minorités avec le leadership ukrainien à plusieurs reprises », a assuré Jens Stoltenberg à Katalin Novak.

Budapest finira par donner son feu vert et Orban, qui a déclaré ressentir une « obligation morale » vis-à-vis des candidats à l'Otan, qui a ouvert sa porte à la Hongrie en 1999, et a promis que cela serait fait avant la Turquie, de façon à ne pas être celui qui a entravé le processus. Mais peut-être pas cette année et pas sans avoir obtenu quelque chose en retour. ■